

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DES POSTES ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
NUMÉRIQUE

PROJET DE TRANSFORMATION NUMERIQUE « PTN »

PROJET N° P18049

**SOUS-COMPOSANTE 1.3 : CONNECTER LES CITOYENS, LES UNIVERSITES ET
CERTAINES INSTITUTIONS PUBLIQUES SELECTIONNEES.**

ZR-UGP - PTN-535957-CS-CQS

**TERMES DE RÉFÉRENCE ASSISTANCE TECHNIQUE RELATIVE A
L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU
NATIONAL POUR LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT/EBALE**

Mai 2026

TABLE DES MATIÈRES

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

- 1.1. Contexte national : Projet de Transformation Numérique (PTN)
- 1.2. Composantes du Projet PTN
- 1.3. Financement et dispositif institutionnel du PTN
- 1.4. Portée géographique du projet

2. CONTEXTE SPÉCIFIQUE DU PROJET EBALE

3. OBJECTIF GÉNÉRAL DE LA MISSION

4. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

5. RÉSULTATS ATTENDUS

6. MÉTHODOLOGIE DE LA MISSION

7. DURÉE, CALENDRIER ET LIEU DE LA MISSION

7.1. Durée de la mission

7.2. Calendrier indicatif des activités

7.3. Lieu de la mission

8. LIVRABLES ATTENDUS

8.1. Description et échéancier des livrables

9. MODALITÉS DE PAIEMENT (INDICATIF)

9.1. Répartition des paiements par livrable

10. PROFIL DE LA FIRME RECHERCHÉE

11. MODALITÉS DE SUPERVISION

I. Contexte et Justification

1.1. Contexte nationale

La République Démocratique du Congo (RDC) dispose d'un énorme potentiel dans le secteur numérique qui pourrait contribuer de manière significative au PIB du pays, augmenter les opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat et améliorer la prestation de services à la population, mais ce potentiel n'est pas encore exploité.

Le taux de pénétration du haut débit s'élève actuellement à seulement 17,2 %, sur la base d'abonnements à haut débit uniques et les réseaux mobiles à large bande existants ne couvrent qu'environ la moitié de la population, avec des prix de détail du haut débit parmi les plus élevés d'Afrique. En outre, la fourniture de services numériques est encore limitée, avec peu de plateformes et de systèmes numérisés capables de faciliter l'efficacité des services publics et l'accès aux services par la population. La RDC a davantage besoin de compétences numériques et d'un écosystème d'innovation numérique à la hauteur de la taille et des multiples défis du pays pour soutenir la transformation numérique. Tous ces éléments, s'ils sont bien développés, peuvent contribuer et contribueront à créer d'immenses possibilités de création d'emploi, ainsi que de nombreuses possibilités d'entrepreneuriat pour les jeunes et permettre l'accès au service et soutenir la croissance économique de la RDC.

1.2 Description du Projet

Le Gouvernement de la RDC a mis en place un Projet de Transformation Numérique qui renforcera l'accroissement de l'accès à une connectivité haut débit abordable et de haute qualité, à des services et solutions numériques à fort impact et en demande, ainsi qu'à des compétences numériques pertinentes pour l'industrie. L'objectif de développement du projet est d'accroître l'accès et l'utilisation inclusifs de l'internet et renforcer les bases pour les services numériques en RDC.

Le projet est conçu pour appuyer la transformation numérique du pays. Pour ce faire, il investira dans (i) l'infrastructure de connectivité numérique fondamentale nécessaire pour soutenir le mouvement vers l'accès numérique universel ; (ii) l'infrastructure publique numérique transversale (DPI) fondamentale requise pour faire évoluer les transactions numériques et à distance (dans les secteurs privé et public) ainsi que la prestation de services de manière rentable et sécurisée au niveau sectoriel ; (iii) le renforcement de la base de compétences numériques avancée et l'écosystème d'innovation numérique de la RDC pour garantir l'utilisation productive de la technologie, tout en créant des liens avec des emplois numériques et soutenir le développement de nouveaux services numériques, et (iv) le renforcement de la capacité institutionnelle et la gouvernance nécessaires pour mener des initiatives connexes de manière concertée et intégrée.

1.2.1 Les Composantes du Projet

Le Projet est constitué des cinq composantes suivantes :

- **Composante 1 - Élargir l'accès et l'inclusion numériques :** Cette composante soutiendra le développement de cadres favorables et fournira un financement pour compléter et catalyser les investissements du secteur privé dans le déploiement d'infrastructures de réseaux à large bande, en vue d'accélérer les progrès de la RDC vers l'accès universel au haut débit et une inclusion numérique plus large, à travers l'extension du backbone fibre optique nationale et la connectivité rurale.
- **Composante 2 - Introduction de bases numériques pour la prestation de services :** Cette composante soutiendra les investissements dans les éléments de base numériques transversaux nécessaires pour étendre de manière rentable et sécurisée la fourniture de

services numériques à travers la RDC, en particulier du côté du secteur public, tout en soutenant leur intégration dans les services clés pour améliorer l'accès. Elle se concentrera sur les infrastructures et plates-formes numériques partagées et transversales qui permettraient au gouvernement d'étendre son utilisation aux outils numériques.

- **Composante 3 - Développer une main-d'œuvre compétente en matière de numérique et stimuler l'innovation dans les services numériques :** Cette composante soutiendra le développement des compétences numériques et du système national d'innovation, en améliorant les compétences et en renforçant les capacités des fonctionnaires, des étudiants et des entrepreneurs engagés dans des programmes dans le domaine de la technologie, en stimulant les liens entre le secteur de l'enseignement supérieur et le secteur technologique, et en alimentant le développement de solutions numériques locales qui encouragent une utilisation productive de la technologie numérique.
- **Composante 4 - Coordination institutionnelle et gestion du projet :** Cette composante financera la gestion et la coordination du projet du bénéficiaire en matière de capacités, y compris la passation des marchés, la gestion financière, le suivi-évaluation, ainsi que la gestion des sauvegardes environnementales et sociales (E&S).
- **Composante 5 - CERC :** Cette composante est la composante d'intervention d'urgence (CERC).

1.2.2 Portée géographique du projet

Les activités du projet seront mises en œuvre à l'échelle nationale, en se concentrant principalement sur les 10 provinces du Cadre de partenariat pays (CPF) entre la Banque mondiale et le Gouvernement de la RDC, à savoir Kinshasa, Kivu, Kongo-Central, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme régional plus large implémenté à travers plusieurs pays d'Afrique orientale et australe, financé par la Banque mondiale, qui comprend un appui au COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe) afin de renforcer la coordination régionale et l'intégration économique.

1.2.3 Financement et gestion du projet

Le projet est financé par la Banque mondiale pour un montant de 400 millions de dollars américains et cofinancé par l'AFD à hauteur de 100 millions d'euros. Le projet a été approuvé le 27 juin 2024 et l'Accord de Financement a été signé le 25 novembre 2024 et est entré en vigueur le 24 juin 2025. Il sera mis en œuvre sur une période de 5 ans et se clôturera en décembre 2029.

Le projet est géré par une Unité de Gestion du Projet (UGP) qui a été mis en place au sein du Ministère des Postes, Télécommunications et Numérique (MPTN).

Le dispositif institutionnel se compose d'un ensemble d'institutions qui jouent un rôle clé à la fois dans la mise en œuvre du projet et bénéficiaires de celui-ci. Il comprend notamment : le ministère des Postes, des Télécommunications(MPT) , de l'Economie Numérique et du Numérique (MEN), le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (MESU), l'Agence pour le Développement du Numérique (ADN), l'Office National d'Identification de la Population (ONIP), l'Autorité de Régulation des Postes, Télécommunication et TIC (ARPTIC), le Fonds de Développement du Service Universel (FDSU), la Société Congolaise de la Fibre Optique (SOCOF), entre autres.

2. Contexte Spécifique du Projet EBALE

Le **projet EBALE**, porté par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (MESU), constitue une initiative structurante de transformation numérique du secteur de l'enseignement supérieur en RDC.

Il repose sur trois piliers fondamentaux :

- la connectivité numérique des établissements d'enseignement supérieur ;
- la mise en place d'une bibliothèque numérique nationale ;
- l'intégration de services numériques innovants dans l'écosystème éducatif, fondés sur un modèle économique durable.

Dans une perspective de pérennisation et d'extension du réseau EBALE, il apparaît nécessaire de définir une stratégie intégrée incluant :

- une évaluation technique, institutionnelle et financière du réseau universitaire EBALE ;
- l'élaboration d'un modèle économique durable, et le manuel opérationnelle pour la nouvelle institution ;
- l'identification et le développement de services numériques à valeur ajoutée en e-éducation ;
- l'expansion du réseau et de la bibliothèque numérique à l'échelle nationale.

3. Objectif général de la mission

L'objectif général est de **recruter une firme spécialisée** afin d'accompagner le Ministère d'Enseignement Supérieur et Universitaire(MESU) dans une démarche stratégique et opérationnelle visant à évaluer, renforcer et étendre durablement le réseau EBALE et la Bibliothèque Numérique nationale, à travers l'élaboration d'un modèle économique durable, la structuration de services numériques à valeur ajoutée et la définition d'une stratégie d'expansion territoriale intégrée au système d'enseignement supérieur en RDC.

4. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de la mission sont les suivants :

- Une évaluation technique, institutionnelle et financière du réseau universitaire EBALE, et élaborer une stratégie pour le développement du réseau EBALE, alignée à la nouvelle vision du gouvernement et développer un plan d'action phases de son développement.
- Réaliser une analyse comparative de réseaux similaires dans les domaines de la recherche et de l'éducation, afin d'éclairer l'élaboration de la stratégie et d'un plan d'affaires, et proposer des approches innovantes pour le développement d'Ebale. Le consultant peut également proposer 2 ou 3 pays, en précisant les principaux résultats attendus des visites d'étude qu'effectuera une équipe de la RDC
- Appuyer le processus de dialogue et la mise en place d'une structure durable de gouvernance d'Ebale (y compris toutes les cadres nécessaires)
- Élaborer un modèle économique intégré pour le réseau EBALE, sur la base de différents services proposés par le gouvernement, e.g. la bibliothèque numérique, etc ;
- Evaluer le cadre d'établissement de l'identification des étudiantes, et proposer une stratégie de mise en place d'un système national d'identification des étudiants, avec un identifiant unique couvrant l'ensemble du parcours académique (toute en collaborant avec les institutions chargées de l'identification dans la RDC) ;
- identifier, concevoir et structurer des services numériques à valeur ajoutée (cloud, e-learning, certifications en ligne, ressources scientifiques, accès Internet, etc.) ;
- définir un plan d'expansion nationale du réseau EBALE et de la bibliothèque numérique ;
- appuyer le processus de sélection de la firme exécutante et accompagner la phase de démarrage ;
- proposer des modalités de transfert de technologie (pour les universités) et de compétences au profit du MESU ;
- évaluer les impacts environnementaux et sociaux du réseau, des infrastructures et des services associés.

5. Résultats Attendus

À l'issue de la mission, les résultats attendus sont :

1. un diagnostic stratégique, juridique, technique, économique et institutionnel du réseau EBALE et de la bibliothèque numérique, incluant une analyse technique détaillée (plan d'architecture du réseau, cartographie SIG, niveau de QoS et de performance ...) et un état des lieux des capacités humaines ;

2. un modèle économique durable avec des projections financières sur 5 à 10 ans et un manuel d'opérationnel pour la nouvelle institution;
3. Analyse des options possibles de gouvernance et recommandation argumentée du modèle cible (organes, rôles ...)
4. un portefeuille structuré de services numériques avec analyses de marché et stratégies de monétisation inclusif, en gardant à l'esprit l'intérêt des étudiants ;
5. un plan national d'expansion assorti d'estimations budgétaires et de priorités géographiques ;
6. un dossier d'appel d'offres ou 2 TdRs suites aux activités prioritaires convenu avec le gouvernement complet pour le recrutement de la firme exécutante ;
7. un rapport final incluant une feuille de route opérationnelle.

6. Méthodologie de la mission

La méthodologie devra être participative et rigoureuse, fondée sur :

- des consultations nationales avec les parties prenantes ;
- des benchmarks internationaux ;
- des analyses économiques et financières approfondies.

Les outils attendus incluent notamment :

- analyses SWOT et Business Model Canvas ;
- études de marché locales et régionales ;
- cartographie des acteurs et des ressources ;
- modélisation financière et projections de revenus.

7. Durée, Calendrier et lieu de la mission

7.1. Durée de la mission

La durée totale de la mission est estimée à quatre (4) mois, soit seize (16) semaines à compter de la date de signature du contrat. Cette durée inclut les phases de diagnostic initial jusqu'à la restitution finale, tout en permettant un suivi rigoureux par les parties prenantes. Les délais proposés tiennent compte de la complexité des analyses attendues, de la nécessité de concertations institutionnelles et de la validation progressive des livrables. Ils constituent une base indicative pouvant être ajustée d'un commun accord, sans remettre en cause les objectifs globaux de la mission.

7.2. Calendrier indicatif

Le tableau ci-après présente le calendrier prévisionnel de mise en œuvre.

N°	Étape	Durée estimée
1	Diagnostic et cadrage	3 semaines
2	Modèle économique et services	5 semaines
3	Plan d'expansion national	3 semaines
4	DAO et appui au recrutement	3 semaines
5	Rapport final et restitution	2 Semaines

7.3. Lieu de la mission

La mission se déroulera principalement à Kinshasa, en République Démocratique du Congo, au sein d'universités et d'instituts supérieurs, tant étatiques que privés. Elle pourra également s'étendre à deux provinces, à savoir le Haut-Katanga et la Tshopo.

8. Livrables attendus

Les livrables attendus constituent les outputs contractuels de la mission et traduisent de manière concrète l'atteinte des objectifs assignés à la firme. Ils sont conçus pour permettre une validation progressive des travaux, faciliter le pilotage de la mission et garantir la qualité technique des résultats. Chaque livrable fera l'objet d'une revue et d'une validation formelle par les instances compétentes. Le respect des échéances est un élément clé de la performance de la mission. Le tableau ci-dessous présente la liste des livrables attendus et leurs délais indicatifs.

N°	Livrable	Échéance
1	Rapport de diagnostic initial	Fin semaine 3
2	Rapport sur le modèle économique	Fin semaine 8
3	Catalogue de services numériques	Fin semaine 8
4	Plan d'expansion du réseau EBALE	Fin semaine 11
5	Dossier d'appel d'offres	Fin semaine 14
6	Rapport final et feuille de route	Fin semaine 16

9. Modalités de paiement (à titre indicatif)

Les modalités de paiement sont établies sur la base d'un lien direct entre les paiements et la validation effective des livrables. Cette approche vise à assurer une bonne exécution de la mission, à renforcer la redevabilité de la firme et à aligner les décaissements sur l'avancement réel des travaux. Les pourcentages indiqués sont donnés à titre indicatif et pourront être ajustés

lors de la contractualisation finale, conformément aux règles de la Banque mondiale. Aucun paiement ne sera effectué sans validation formelle du livrable correspondant. Le tableau ci-après présente la répartition indicative des paiements.

Livrable	Pourcentage
Rapport de diagnostic validé	10%
Modèle économique et services	25%
Plan d'expansion validé	25%
DAO et appui au recrutement	20%
Rapport final et restitution	20%
Total	100%

10. Profil de la Firme Recherchée

10.1. Firme

La firme devra justifier :

- d'au moins 7 ans d'expérience dans les stratégies numériques ou modèles économiques TIC ;
- La mission sera confiée à une firme justifiant d'au moins cinq (05) ans d'expérience en assistance à maîtrise d'œuvre dans les domaines de télécommunications et informatique.
- Il présentera au moins trois (03) références de projets similaires, réalisés au cours des cinq (05) dernières années, démontrant son expertise dans l'élaboration de la stratégie de développement des réseaux nationaux pour la recherche et l'enseignement.
- De références avérées en transformation digitale, e-éducation ou services numériques :
 - La conception et la mise en œuvre de stratégies de transformation numérique, avec au moins trois missions réalisées au cours des cinq dernières années, dont une dans le secteur public ou éducatif. Chaque mission doit inclure une feuille de route d'au moins trois ans et un plan d'investissement chiffré. Le taux de mise en œuvre des stratégies doit être supérieur ou égal à 60 %.
 - Le développement et le déploiement de plateformes e-learning, de bibliothèques numériques ou de solutions éducatives digitales, avec un minimum de deux plateformes déployées. Chaque plateforme doit compter au moins 1 000 utilisateurs actifs et au moins 50 contenus numériques. Le taux d'adoption attendu est supérieur ou égal à 50 % dans les 12 mois suivant le déploiement, avec des fonctionnalités de type LMS et des outils de suivi des performances.
 - La conception, le déploiement ou l'exploitation de services numériques à valeur ajoutée, tels que les solutions cloud, plateformes digitales ou services en ligne. Au

moins deux services doivent être opérationnels, chacun avec un minimum de 5 000 utilisateurs et un taux de disponibilité supérieur ou égal à 95 %. Une expérience dans le cloud, l'e-gouvernement ou les applications métiers avec des SLA formalisés est requise.

- L'élaboration de modèles économiques et de stratégies de monétisation de services numériques, avec au moins deux modèles économiques développés. Ceux-ci doivent inclure des projections financières sur une durée minimale de trois ans et des mécanismes de génération de revenus. Les résultats attendus sont un retour sur investissement d'au moins 15 % et un taux de conversion supérieur ou égal à 10 %.
 - L'accompagnement institutionnel dans des projets de digitalisation, idéalement dans le secteur public ou académique. Au moins deux institutions doivent avoir été accompagnées, avec la formation d'au moins 50 personnes et la digitalisation d'au moins deux processus clés par institution. Une amélioration des performances d'au moins 30 %, mesurée en termes de délais ou d'efficacité, est attendue.
- D'une bonne connaissance des environnements académiques et du secteur public en Afrique centrale ;
 - d'une équipe pluridisciplinaire incluant notamment : économiste numérique, ingénieur réseaux, spécialiste e-learning, juriste marchés publics, expert cybersécurité, expert IA et expert environnemental ;
 - de la maîtrise du français (obligatoire) ; l'anglais constitue un atout.

10.2 Personnel Clé

La firme retenue devra mobiliser une équipe pluridisciplinaire disposant d'une expertise avérée en transformation numérique, en économie des TIC et en e-éducation. La composition de l'équipe devra garantir une couverture complète des dimensions techniques, économiques, institutionnelles, environnementales et opérationnelles de la mission. Les experts clés devront être disponibles sur toute la durée de la mission et assurer un transfert effectif de compétences au profit du MESU.

Poste	Rôle principal	Diplôme /Formation de base	Niveau d'expérience requis
Chef de mission / Expert senior en transformation numérique	Coordination globale, pilotage stratégique, interface avec le MESU et l'UGPTN	BAC+5 en transformation numérique, télécommunications, systèmes d'information, ingénierie informatique, économie numérique ou équivalent.	≥ 10 ans d'expérience dans la conception, le pilotage et la mise en œuvre de projets de transformation numérique, incluant la coordination d'équipes pluridisciplinaires et la gestion de missions stratégiques, idéalement dans le secteur public ou dans des projets financés

			par des bailleurs internationaux.
Économiste numérique / Expert en modèles économiques TIC	Élaboration du modèle économique durable, projections financières	BAC+5 en économie, économie numérique, économie des TIC, finance, ou équivalent.	≥ 8 ans d'expérience dans l'élaboration de modèles économiques, analyses financières et études de viabilité dans le secteur des TIC ou des services numériques.
Ingénieur réseaux senior	Évaluation et plan d'expansion du réseau EBALE	BAC+5 en télécommunications, réseaux informatiques, ingénierie informatique ou équivalent.	≥ 8 ans d'expérience dans la conception, le déploiement et l'exploitation des réseaux (fibre optique, IP, backbone, etc.).
Spécialiste e-learning / bibliothèques numériques	Définition des services e-éducation et contenus numériques	BAC+5 en technologies éducatives, sciences de l'éducation, systèmes d'information, ou équivalent.	≥ 7 ans d'expérience dans la conception et le déploiement de solutions e-learning, plateformes éducatives ou bibliothèques numériques.
Expert cloud & services numériques	Conception des services à valeur ajoutée (cloud, hébergement, plateformes)	BAC+5 en informatique, systèmes d'information, cloud computing ou équivalent.	≥ 7 ans d'expérience dans la conception, le déploiement et la gestion de services numériques (cloud, SaaS, plateformes digitales).
Expert cybersécurité & protection des données	Sécurité des infrastructures et des services numériques	BAC+5 en cybersécurité, sécurité des systèmes d'information, informatique ou équivalent.	≥ 7 ans d'expérience en sécurité des systèmes d'information, gestion des risques, protection des données et conformité (ex : ISO 27001).
Expert environnemental et social (E&S)	Évaluation des impacts environnementaux et sociaux	BAC+5 en sciences de l'environnement, développement durable, sciences sociales ou équivalent.	≥ 7 ans d'expérience dans l'évaluation environnementale et sociale de projets, idéalement selon les standards de la Banque mondiale.
Juriste / Spécialiste marchés publics	Appui au DAO et conformité réglementaire	BAC+5 en droit public, droit des marchés publics,	≥ 7 ans d'expérience en passation des marchés, élaboration

		droit des affaires ou équivalent.	de DAO et conformité réglementaire, idéalement dans des projets financés par des bailleurs
--	--	-----------------------------------	--

11. MODALITÉS DE SUPERVISION

La mission sera placée sous la supervision de l'**Unité de Gestion du Projet de Transformation Numérique (UGPTN)**, en étroite collaboration avec le MESU.

do

ANNEXE 11: ATTESTATION D'INTÉGRITÉ DE L'AFD

Offres/Proposition/Contrat [Nom] N° _____

De : _____

Nous déclarons et nous nous engageons à ce que ni nous ni personne, y compris tout membre de notre joint-venture ou tout fournisseur, contractant, sous-traitant, consultant, sous-consultant, le cas échéant, agissant en notre nom avec l'autorité nécessaire ou avec notre connaissance ou consentement, ou facilité par nous, ne s'est engagé ou ne s'engagera dans une activité interdite en vertu de la Politique du Groupe AFD pour la prévention et la lutte contre les Pratiques Prohibées¹ dans le cadre de la présente procédure de passation de marché et (en cas d'attribution) de l'exécution du contrat susmentionné (« Contrat »), y compris tout amendement y afférent.

Nous acceptons de conserver tous les comptes, registres et autres documents (sur support papier ou électronique) relatifs à la passation et à l'exécution du contrat.

Nous, toute partie agissant en notre nom, les membres de notre joint-venture, nos sous-traitants, nos actionnaires directs ou indirects, et nos filiales, autorisons l'AFD à mener des enquêtes et, en particulier, à inspecter les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Contrat, y compris, mais sans s'y limiter, à nos processus et règles internes relatifs au respect des sanctions internationales prononcées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par l'AFD.

Nous déclarons que nous avons payé, ou que nous paierons, les commissions, avantages, honoraires, gratifications ou frais liés à la procédure de passation ou à l'exécution du contrat au(x) tiers suivant(s) (par exemple, un intermédiaire/agent) (*):

Nom du bénéficiaire	Coordonnées de la personne à contacter	Objectif/objet	Montant (indiquer la devise)

(*) : Si aucun montant n'a été payé ou n'est à payer, indiquer « Aucun ».

Nous reconnaissons que la participation de l'AFD au financement du Contrat est soumise à la Politique de prévention et de lutte contre les Pratiques Prohibées du Groupe AFD.

¹ Disponible sur <https://www.afd.fr/en>

Nous reconnaissons que l'AFD ne sera pas en mesure de participer au financement du Contrat si nous, y compris toute partie agissant en notre nom², tout membre de notre joint-venture, tout fournisseur, contractant, sous-traitant, consultant ou sous-consultant, tout actionnaire direct ou indirect, ou toute filiale agissant :

- sont directement ou indirectement soumis, contrôlés par une personne ou une entité soumise ou agissant au nom ou pour le compte d'une personne ou d'une entité soumise à des sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France³.
- sont directement ou indirectement soumis, contrôlés par une personne ou une entité soumise, ou agissant au nom ou pour le compte d'une personne ou d'une entité soumise à des sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne⁴ et/ou la France.
- Dans le cadre de l'exécution du Contrat, acquérir ou fournir des biens faisant l'objet d'un embargo adopté par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France⁵.

Nous nous engageons à informer sans délai l'Administration contractante, qui informera l'AFD, de tout changement de circonstances concernant les sections ci-dessus après la signature de la présente Convention.

Nom: _____ En qualité de : _____

Dûment habilité à signer au nom et pour le compte de⁶: _____

Signature _____ Date: _____

² Les dirigeants (y compris toute personne membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance, ou ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle), les employés ou les agents (qu'ils soient déclarés ou non).

³ Les références ou adresses de sites Internet suivantes sont fournies à titre d'information uniquement : Pour la liste tenue par les Nations unies, l'Union européenne et la France, le site Internet suivant peut être consulté : <https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/List>

⁴ Pour information uniquement, les sanctions sectorielles de l'UE sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.sanctionsmap.eu/#/main>

⁵ Pour information uniquement, les sanctions sectorielles de l'UE sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.sanctionsmap.eu/#/main>

⁶ En cas de joint-venture, le nom de la joint-venture doit être inséré ici et la personne dûment autorisée à signer la demande, l'offre ou la proposition au nom du demandeur, du soumissionnaire, de l'offrant ou du consultant doit signer la convention.